



Fonds canadien de télévision

Politique du FCT sur les cas de défaut – 2006-2007

1. Défaut d'une compagnie

Un projet ne peut pas être en défaut. La partie en défaut est plutôt la compagnie du requérant (le « Requêteur ») qui a signé un contrat de financement (« Contrat de financement »)* avec le Fonds canadien de télévision (« FCT ») ou Téléfilm Canada (« Téléfilm ») afin de recevoir un supplément de droits de diffusion dans le cadre du Programme de droits de diffusion (« PDD ») ou une participation au capital dans le cadre du Programme de participation au capital (« PPC »). Ceci inclut le Requêteur qui a conclu un Contrat de financement PDD ou PDD et PPC directement avec le FCT et le Requêteur qui a conclu un Contrat de financement PPC avec Téléfilm qui agit pour son propre compte ou celui du FCT.

Un Requêteur qui est en défaut aux termes du Contrat de financement pour un projet est automatiquement considéré en défaut relativement à tous les autres projets pour lesquels il reçoit des fonds du FCT, que ce soit pour le PDD ou le PPC. De plus, le FCT jugera que toutes les parties liées (selon la définition formulée dans la section 3840 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*) (« Parties liées ») sont en défaut relativement au FCT.

2. Cas de défaut

Les Contrats de financement comprennent une clause intitulée « Cas de défaut ». Voici un résumé des cas de défaut les plus courants :

- (a) le projet du Requêteur ne satisfait pas aux critères d'admissibilité énoncés dans les Principes directeurs du FCT, y compris, mais sans s'y limiter, les Exigences fondamentales, les critères quant aux types d'émissions et les exigences-seuil minimales ou, dans le cas des projets financés avant 2004, ne réussit pas à conserver les points de classement accordés lors de son évaluation initiale;
- (b) le Requêteur omet de fournir un rapport ou de payer les revenus dus au FCT ou à Téléfilm;
- le Requêteur ne réussit pas à terminer le projet ni à le livrer au(x) télédiffuseur(s) déclencheur(s);
- le Requêteur ne remet pas au FCT tous les documents de Phase II exigés avant la date limite prévue dans le Contrat de financement;
- (e) le Requêteur ne rembourse pas entièrement toute somme due au FCT ou à Téléfilm (y compris les intérêts) relativement à tout Contrat de financement;
- (f) il y a fraude ou fausse déclaration de la part du Requêteur ou d'une Partie liée;

* Un Contrat de financement signifie également une Lettre d'entente conclue avec le FCT au cours des années 2002-2003 ou 2003-2004. Toute référence à un Contrat de financement dans la présente politique sera réputée inclure une Lettre d'entente le cas échéant. Le défaut de rembourser toute somme due aux termes d'une Lettre d'entente sera réputé être un Cas de défaut conformément à la présente politique.

- (g) il y a insolvabilité ou faillite du Requéranant ou d'une Partie liée;
- (h) le Requéranant cesse d'exploiter son entreprise; ou
- (i) une action est entreprise pour retirer au Requéranant le contrôle du projet ou pour saisir tout élément du projet (sous réserve des droits d'un garant d'achèvement agissant de bonne foi).

3. Droits du FCT dans les cas de défaut

Si le FCT détermine qu'un Cas de défaut est survenu relativement au Contrat de financement, le FCT pourra prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes ou toutes ces mesures (sans que ses autres droits ou recours en droit ou en participation ne soient pour autant limités ou écartés) :

- (a) réduire la contribution du PDD ou du PPC et exiger que le Requéranant rembourse immédiatement toute portion du montant réduit déjà versé comme avance au Requéranant, plus les intérêts courus;
- (b) retenir tout paiement dû au Requéranant ou à des Parties liées conformément à tout Contrat de financement;
- (c) refuser d'accepter toute demande de financement future effectuée auprès du FCT par le Requéranant ou une Partie liée; et
- (d) résilier le Contrat de financement en donnant au Requéranant un préavis écrit de 10 jours et, si celui-ci n'a pas remédié au défaut dans les 10 jours, exiger que le Requéranant rembourse sur-le-champ toutes les sommes reçues en vertu du Contrat de financement, plus les intérêts courus.

4. Intérêts

Le FCT prélève des intérêts sur tous les montants remboursés, lesquels sont basés sur le taux d'intérêt préférentiel (tel qu'établi par la banque du FCT) plus 1 % par année, composés mensuellement, calculés et payables à partir de la date du versement de l'avance de fonds, tant avant qu'après la réclamation, le défaut ou le jugement.

5. Demandes de requérants en défaut présentées au FCT en 2006-2007

À compter de 2006-2007, l'administration de tous les dossiers de demandes de financement du FCT sera effectuée par Téléfilm au nom du FCT. Téléfilm est donc autorisée à représenter et à agir au nom du FCT aux fins de cette politique.

Lorsque Téléfilm reçoit une demande complète de financement du FCT de la part d'un Requéranant en défaut auprès du FCT, le FCT ou Téléfilm, agissant pour le FCT, envoie un avis écrit au Requéranant l'informant qu'il a 30 jours pour remédier au défaut. L'évaluation de la demande par Téléfilm ne sera pas achevée tant que le Requéranant n'aura pas remédié au défaut auprès du FCT. Si le défaut auprès du FCT n'a pas été rectifié à l'intérieur de l'avis de 30 jours, la demande sera rejetée.

6. Avis de non-responsabilité

Cette politique est à titre d'information seulement. Le FCT se réserve le droit de la modifier en tout temps. Cette politique ne limite en aucune façon les droits et recours du FCT conformément à ses Contrats de financement ou autrement.